

VHD  
N° 61 /CA du Répertoire

N°2003-152/CA du Greffe

Arrêt du 05 Juillet 2007

Affaire : **ETCHIBA Didier**  
C/  
**MISAT**

**REPUBLIQUE DU BENIN**

**AU NOM DU PEUPLE BENINOIS**

**COUR SUPREME**

**CHAMBRE ADMINISTRATIVE**

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 13 Octobre 2003, enregistrée le 24 Octobre 2003 sous le n° 630/GCS au Greffe de la Cour, par laquelle monsieur ETCHIBA Didier a saisi la Cour d'une demande en annulation de l'arrêté n°137/MISAT/DC/DGPN/DAP/SPRH/SA du 09 Avril 2001 ;

Vu le mémoire ampliatif du requérant en date à Cotonou du 12 Février 2004, enregistré le 20 Février 2004 sous le 155/GCS au Greffe de la Cour ;

Vu les observations du défendeur en date à Cotonou du 23 Avril 2004, enregistrées le 26 avril 2004 sous le 510/GCS au Greffe de la Cour ;

Vu la consignation payée et constatée par reçu n° 2678 du 18 Novembre 2003 au Greffe de la Cour ;

Vu l'ordonnance n° 21/PR du 26 Avril 1966 portant composition, organisation, fonctionnement et attribution de la Cour Suprême, remise en vigueur par la loi 90-012 du 1<sup>er</sup> Juin 1990 ;

Vu les pièces du dossier ;

Où le conseiller, **Emile TAKIN**, en son rapport ;

Où l'Avocat Général, **Hector Raoul OUENDO**, en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que par requête en date à Cotonou du 13 octobre 2003, enregistrée au Secrétariat de la Cour le 22 octobre 2003 sous le numéro 4062 puis au Greffe de la même Cour le 24 octobre 2003 sous le numéro 630/GCS, ETCHIBA Didier, Inspecteur de la Police Divisionnaire Numéro Matricule 1318, a saisi la Haute Juridiction contre l'arrêté n° 137/MISAT/DC/DGPN/DAP/SPRH/SA du 09 Avril 2001 pris par monsieur le Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité et de la Décentralisation ;



*1ère grosse de livraie ETCHIBA Didier ce 18/9/07*

*numéro 1260+0, 2671 2672 du 18/9/07 PG-CS 2673/GCS du 18/9/07*

Qu'il développe avoir été recruté à la Police Nationale le 08 avril 1981 en qualité d'élève - inspecteur de police ;

Qu'en 1986 il obtint le diplôme d'officier de police judiciaire (OPJ) et le Certificat Inter Armes (CIA) en 1989 diplôme requis pour accéder au grade d'officier de police, que cependant, il n'a eu droit à aucun avancement jusqu'en 1998 année où est intervenue la reconstitution de carrière des corps des personnels de la police nationale, que c'est à ce titre qu'il a été nommé au grade d'Inspecteur de Police principal courant 1992 ;

Qu'alors que le décret n°97-622 du 30 décembre 1997 portant statuts particuliers des corps des personnels de la police nationale porte en son article 43 point 3 « ..... peuvent être inscrits au tableau d'avancement dans le corps des inspecteurs de police, pour le grade d'inspecteur de police divisionnaire, les inspecteurs de police principaux comptant au moins quatre (04) années dans le grade » l'administration de la police a décidé, en violation de ce texte, de bloquer le déroulement normal de sa carrière pour ne l'avoir promu au grade d'inspecteur de police divisionnaire qu'en l'an 2000 au lieu de 1996 ;

Qu'il fait noter que l'administration de la police nationale qui a reconnu le bien fondé de ses prétentions a justifié le retard noté dans son avancement par de prétendues escroquerie et complicité d'escroquerie dont il se serait mêlé courant 2001 et 2002 et par la péréquation sans en rapporter la moindre preuve ;

Qu'en l'espèce il s'agit d'un avancement normal tiré de l'ancienneté dans le corps auquel il appartient et qui ne doit souffrir de la moindre perturbation ; puis tirant motif de l'article 52 de la loi 93-010 du 20 août 1997 portant statut spécial des personnels de la police nationale, il précise que « l'avancement des fonctionnaires de police comprend uniquement l'avancement de grade, l'avancement d'échelon étant automatique » ;

Qu'il en appelle, s'agissant de la péréquation, à l'application de l'article 32 de la même loi qui vient en renforcement de l'article 61 « les avancements doivent être effectués dans l'ordre du tableau. Toutefois, les fonctionnaires de police retenus par la commission d'avancement et non inscrits au tableau d'avancement sont placés en tête des nouveaux états de proposition avec mention du nombre de propositions antérieures ». Il confirme que c'est ce qui explique le système de péréquation dont use abusivement sa hiérarchie pour retarder à tort la carrière des agents ;

Qu'il fait remarquer que se refusant de le passer dans le grade d'inspecteur de police divisionnaire depuis le 10 août 1996 et pour avoir attendu l'année 2000 pour y procéder, l'administration policière a violé le principe du respect des droits acquis et celui de la légalité ;

Qu'enfin c'est en vain que ladite administration tentera de se justifier à travers sa correspondance en date du 25 août 2003 lorsqu'elle



évoque pour raison la péréquation et son implication dans des affaires d'escroquerie ;

Qu'il sollicite en conséquence, qu'il plaise à la Cour annuler l'arrêté n°137/MISAT/DC/DGPN/DAP/SPRH/SA du 09 avril 2001 pour excès de pouvoir et violation de la loi en ce qu'il a prononcé sa nomination au grade d'inspecteur divisionnaire en 2000 au lieu de 1996 et ordonner la reconstitution de sa carrière avec tous les avantages y attachés ;

Considérant que dans sa réplique Monsieur le Ministre de l'Intérieur, de la sécurité et de la décentralisation fait remarquer que le requérant a été recruté le 8 avril 1981 en qualité d'élève Inspecteur de police puis nommé Inspecteur de police de 2<sup>e</sup> classe pour compter du 10 août 1982 ;

Que cet agent s'est fait remarquer par sa propension à la recherche du gain facile, ce qui a conduit à sa mise en position de non activité pour douze (12) mois, qu'ensuite ses déviances illustrées par les appréciations de ses chefs d'unité n'ont pas permis de le retenir au tableau pour son avancement aux grades supérieurs ;

Que nommé néanmoins Inspecteur de police de première classe pour compter du 18 juin 1990 avec ancienneté conservée de dix mois huit jours dans ce grade, il a accédé au grade d'Inspecteur de police principal dans le nouveau corps des Inspecteurs de police, pour compter du 10 août 1992, en dépit de la sanction de soixante (60) jours d'arrêt de rigueur dont il a écoupé le 27 Mai 1991 pour « indécatesse dans l'exercice de ses fonctions » ;

Qu'aux termes des dispositions de l'article 43 point 3 du décret n°97-622 du 30 décembre 1997 portant statuts particuliers des personnels de la police nationale, la condition d'ancienneté de grade pour être promu au grade supérieur a été remplie par le requérant mais que les critères de nomination à ce grade n'ont point milité en sa faveur ;

Qu'en effet si ses nombreuses déviances n'ont pas fait l'objet de sanctions disciplinaires à son encontre et régulièrement inscrites dans son dossier, elles transparaissent clairement à travers les appréciations de ses chefs d'unité. Qu'ainsi en 1998 l'appréciation portée par son chef hiérarchique est « fonctionnaire de police peu efficace et manquant d'élan et de qualités foncières propres à la fonction policière, très friand de commérages et paresseux. » ;

Que pour 1999 l'appréciation était « Inspecteur de police disponible, mais très peu diligent, doit par ailleurs cultiver la maîtrise de soi. » ;

Que pour l'année 2000 on pouvait lire « fonctionnaire de police souvent absent à son poste. Pouvait, semble-t-il, exceller dans les renseignements généraux. » ;



Qu'ainsi, hormis la péréquation des finances de l'Etat et les critères qui régissent les avancements à la police nationale, l'implication du requérant dans des affaires d'abus de confiance et d'escroquerie ont fait de ce policier un inspecteur de police peu recommandable qui excelle dans les actes de compromission, peu diligent dans les enquêtes et très friand des commérages ;

Que Monsieur le Ministre de l'Intérieur conclut que tous ces faits justifient le retard à l'avancement du requérant aux grades supérieurs ;

### **En la forme**

Considérant que le présent recours est interjeté en respect des règles de forme et délai ;

Qu'il y a lieu de le déclarer recevable ;

### **Au fond**

Considérant que dans sa réplique en date du 23 Avril 2004 Monsieur le Ministre de l'Intérieur, de la sécurité et de la Décentralisation a reconnu qu'à la date du 31 Décembre 1997 déjà le requérant a rempli la condition d'ancienneté de grade pour être nommé Inspecteur de Police divisionnaire ainsi qu'en dispose l'article 43 point III du décret n°97-622 du 30 Décembre 1997 portant Statut particulier des corps des personnels de la Police nationale ;

Qu'en effet le requérant, ETCHIHA Didier, pour avoir été nommé Inspecteur de Police principal à la date du 10 Août 1992 a déjà porté ce grade pendant au moins quatre(4) années pour accéder au grade immédiatement supérieur, Inspecteur de Police divisionnaire ;

Considérant que le même Ministre et pour ne lui avoir pas accordé ce grade en temps utile a justifié son acte (son retard) par l'effet de la péréquation ;

Mais considérant qu'aux termes des dispositions de l'article 61 de la loi n° 93-010 du 20 Août 1997 les avancements doivent être effectués dans l'ordre du tableau. Toutefois, les fonctionnaires de Police retenus par la commission d'avancement et non inscrits au tableau d'avancement sont placés en tête des nouveaux états de proposition avec mention du nombre de propositions antérieures ;

Que du reste ce Ministre ne rapporte pas la preuve de ce qu'il a observé cette prescription de l'article 61 pas plus qu'il ne prouve qu'il a inscrit ne serait-ce qu'une fois le requérant au tableau d'avancement pour le grade requis ;



Considérant que pour justifier un tel manquement le Ministre de l'intérieur, de la sécurité et de la Décentralisation affirme et sans en rapporter la preuve que le requérant a eu beaucoup de manquements et de déviances dans l'accomplissement de sa carrière au cours de la période 1998 à 2000 ;

Qu'à l'analyse il semble tout de même curieux que l'avancement querellé par le requérant et attendu pour l'année 1996 n'est intervenu qu'au cours de l'année 2000 alors même que l'appréciation de son supérieur hiérarchique pour cette année là ne lui est pas favorable, « fonctionnaire de Police souvent absent à son poste » ;

Qu'il y a lieu, eu égard à tout ce qui précède rejeter les moyens de défense de monsieur le Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité et de la Décentralisation comme non fondés ;

Considérant que le requérant, pour avoir acquis le grade d'Inspecteur principal de Police pour compter du 10 Août 1992 comme l'affirme si bien son Ministre de tutelle, a déjà porté ce grade pendant quatre (04) années condition nécessaire pour accéder au grade d'Inspecteur de Police divisionnaire depuis courant 1996 ;

### Par Ces Motifs,

### Décide :

**Article 1<sup>er</sup>** : Le recours en date à Cotonou du 13 Octobre 2003 de monsieur ETCHIHA Didier est recevable ;

**Article 2** : Est annulé l'arrêté n° 137/MISAT/DC/DGPN/DAP/SPRH/SA du 29 Avril 2003 en ce qu'il a porté pour 2000 au lieu de 1996 l'année au cours de laquelle est intervenue la nomination au grade d'inspecteur divisionnaire de Police de ETCHIHA Didier ;

**Article 3** : Il est procédé à la reconstitution de carrière de l'Inspecteur divisionnaire de Police ETCHIHA Didier avec toutes les conséquences de droit qui s'y attachent ;

**Article 4** : Les dépens sont mis à la charge du Trésor Public ;

**Article 5** : Notification du présent arrêt sera faite aux parties et au Procureur Général près la Cours Suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême, la Chambre Administrative, composée de ;

**Samson DOSSOUMON**, conseiller à la Chambre Administrative,

**PRESIDENT ;**



Emile TAKIN

Et

Etienne-Marie FIFATIN

( )

CONSEILLERS ;

Et prononcé à l'audience publique du Jeudi cinq Juillet deux mille Sept, la Chambre composée comme ci-dessus, en présence de :

Raoul Hector OUENDO

MINISTERE PUBLIC;

Et de Maître Donatien H. VIGNINOU

GREFFIER ;

DE-GRATIS

Et ont signé,

Le Président

Le rapporteur

Le Greffier

Enregistre à Cotonou n° 05-89-2007

Po 06 VL 59

S. DOSSOUMONE. TAKIND. H. VIGNINOU

Recu GRATIS

L'Inspecteur de l'Enregistrement



Antoinette M. L. AGO